



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

*Consultation en vue de l'élection des
représentants du personnel au comité
technique ministériel constitué auprès des
ministres chargés de la jeunesse et des sports*

Scrutin du 6 décembre 2018

POUR UN MINISTÈRE « JEUNESSE ET SPORTS » **ÉDUCATIF**

Voter FSU pour retrouver le sens des métiers et missions

La complémentarité des métiers Jeunesse et Sports

- ✓ Valoriser l'engagement des personnels administratifs, d'inspection, techniques et pédagogiques sport et jeunesse et des non titulaires
- ✓ Défendre une profession rassemblée : il n'y a pas de hiérarchie entre les « PTP », qu'on soit CAS, CTS, formateurs, CEPJ (spécialisés ou non) !
- ✓ Retrouver de la dignité au travail et les principes fondateurs du « MJS »

Un grand pôle éducatif interministériel

- ✓ Positionner un ministère JS identifié aux côtés du MEN, du supérieur, de l'enseignement agricole, voire de la culture avec une DRH commune
- ✓ Renforcer le réseau JS, avec affectation de tous les personnels au niveau régional, sans mobilité forcée, avec maintien de délégations territoriales
- ✓ Sortir des ministères sociaux, de leur DRH mortifère pour les missions et les corps éducatifs

Oui à un vrai ministère, non à l'agence !

- ✓ Donner du corps et des moyens au ministère « Jeunesse et Sports » : 1 % du budget de l'État à horizon 2024
- ✓ Recruter dans tous les corps et reconstruire la filière administrative de l'Éducation Nationale, afin d'assurer toutes les missions Jeunesse et Sports
- ✓ Retrouver de la proximité de terrain, en finir avec les destructions d'emplois et les œillères comptables

Une fonction publique respectée

- ✓ Lutter contre les attaques sur « Jeunesse et Sports » qui s'inscrivent dans une stratégie globale de fragilisation des services publics, des fonctionnaires et des précaires
- ✓ Refuser le transfert des missions et des personnels JS aux collectivités ou aux fédérations. L'abandon par l'État, c'est l'ouverture accrue aux clientélismes
- ✓ Renouer à JS avec les principes d'une République éducative, d'une fonction publique de statut, pour l'émancipation par l'éducation



avec le soutien du SNASUB-FSU et du SNUTER-FSU



Ceci n'est pas un bulletin de vote

Les élu-e-s FSU au CTM recherchent systématiquement l'unité syndicale la plus large. Ils/Elles portent des propositions concrètes d'améliorations statutaires, salariales, de conditions de travail... Nos interventions sont contextualisées dans les enjeux plus globaux liés à la protection sociale, aux retraites et aux services publics.

« Nouvelle » Gouvernance du Sport

- ✓ Non à « l'agence » nationale voulue pour privatiser et supprimer le ministère des Sports et ses directions territoriales
- ✓ Non à la suppression des 1 600 emplois au ministère des sports (CTS mais aussi CAS, formateurs, CEPJ et inspecteurs) d'ici 2022
- ✓ Non à la sujétion hiérarchique de droit privé de type Président = PDG, DTN = DRH, EN/CTN/CTR = agents de maîtrise
- ✓ Oui à une concertation nationale, et régionale avec les CROS, cessant d'instrumentaliser le mouvement sportif
-
- ✓ Oui à une nouvelle politique publique du sport, concertée entre l'État et toutes les collectivités, des clubs aux fédérations
- ✓ Oui à de nouveaux moyens pérennes pour le sport

POUR une DJEPVA, pas une DJEPVA

- ✓ Non à une DJEPVA résumée à des empilements de programmes centrés sur des populations segmentées
- ✓ Non à l'instrumentation des CEPJ et CTPS JEP sur de la gestion de flux du service civique et du Service National Universel
- ✓ Non aux injonctions et à la politique du chiffre qui réduit les PTP aux contrôles
- ✓ Oui à une reconstruction du corps des CEPJ en CTPS sur de nouvelles spécialités réellement exercées et respectées
- ✓ Oui à un retour du travail de terrain **POUR TOUS PUBLICS** basé sur l'éducation populaire, tout au long de la vie
- ✓ Oui à un rapprochement avec tous les acteurs de l'éducation et de la culture

Action Publique 2022

- ✓ Non à la destruction des services publics, des emplois publics et de la Fonction publique
- ✓ Non aux injustices et aux inégalités entre les territoires et les citoyens qui vont en découler
- ✓ Non aux clientélismes auxquels seraient soumises les pratiques sportives, la vie associative, l'éducation populaire sous toutes ses formes

Rémunérations et conditions de travail

- ✓ **Revalorisation des carrières et des rémunérations** : EPA et le SNEP ont été des acteurs majeurs pour obtenir et négocier depuis 2016 le « PPCR JS », identique à celui de l'Éducation Nationale pour garantir des revalorisations futures de carrières mais aussi des missions
- ✓ **Tous CTPS** : faire du corps des CTPS un corps de débouché pour les PTP sport et JEP ; tous les métiers et statuts doivent être reconnus
- ✓ **Conditions de travail et d'emploi** : les rythmes sociaux de nos métiers sont l'année scolaire et les cycles d'olympiades ; les temps de travail et leurs modalités de décompte doivent être respectés

La Fonction Publique est garante de l'intérêt général.

*L'État a pour mission d'assurer des principes républicains d'égalité d'accès sur les territoires
Ces valeurs, les élu-e-s d'EPA et du SNEP les transposent à Jeunesse et Sports
dans toutes les CAP où ils siègent, et partout dans les CT où ils sont présents.*

Pour la FSU, le recul de nos droits ne se négocie pas, il se combat !

Voter FSU avant le 6 décembre 2018, c'est voter pour un syndicalisme de conscience, d'expérience solidaire et de propositions